

RAPPORT
D'ACTIVITÉ



amue

MUTUALISATION + SOLUTIONS

0.00 — Édito



Ces actions s'inscrivent dans le cadre d'une réflexion approfondie sur les modes opératoires de l'Agence.

LE MODÈLE ÉCONOMIQUE

Les montants très significatifs des engagements financiers que l'Agence réalise pour le compte de ses adhérents dans les systèmes d'information vont de pair avec leur forte implication dans la réalisation des projets et notamment dans la phase d'initialisation de ces derniers. C'est le sens du préfinancement qui a pour objectif de sécuriser le plus possible le déploiement de la solution. Il permet d'apprécier la soutenabilité du volet budgétaire (dépenses / recettes) du projet et avant tout de mesurer l'adéquation des réponses apportées par le projet aux besoins des adhérents. La responsabilisation de chacun des acteurs, Agence comme adhérents, est un élément-clé constitutif d'une relation partenariale de confiance. Les travaux sur ce modèle se poursuivront en 2017 ;

LE MODÈLE DE CONSTRUCTION DE NOS SYSTÈMES D'INFORMATION

L'Agence et ses adhérents ont fait le choix de la co-construction, les établissements ayant un rôle déterminant à jouer à l'occasion des différentes phases de construction du produit. Cela implique la décision de lancement du projet, l'élaboration du cahier des charges en réponse aux besoins des établissements en passant par le pilotage du projet. Cette démarche comprendra un volet supplémentaire qui est celui du développement des solutions par les établissements eux-mêmes. C'est le choix arrêté pour les logiciels cœur de métier, la formation/vie de l'étudiant et la recherche. L'« internalisation » au sein de la communauté ESR de la construction de ces solutions logicielles permettra de conserver/développer les compétences en établissements. Plus largement, les investissements réalisés (financiers, organisationnels, technologiques, montés en compétences) seront capitalisés au sein de la communauté ESR.

LE MODÈLE D'ORGANISATION DE NOTRE ACTIVITÉ FORMATION

Il sera profondément revu. La nouvelle stratégie définie permettra de faire évoluer le rôle des formateurs, de s'engager sur une charte qualité (mise à disposition des supports sur une plateforme dédiée, questionnaire en amont et en aval de la formation), de mettre en place une offre globale et cohérente entre les différents partenaires de l'ESR, de renouveler l'offre de formation en s'appuyant sur les établissements (comité formation continue) et en tenant compte des évolutions technologiques et des nouvelles pratiques.

Cet appariement permet au final de qualifier le modèle de l'Agence fondé sur le triptyque Système d'information / Formations / Accompagnement. L'ensemble de ces éléments constitutifs sont repris dans le contrat quinquennal 2016-2020 signé avec l'Etat en décembre 2016. Ce contrat sécurise le financement par l'Etat de l'Agence (50 M € sur 5 ans) et fixe des objectifs partagés et atteignables sur la période considérée.

À la lecture du rapport d'activité 2016, vous pourrez mesurer le travail conséquent réalisé avec les adhérents par les équipes de l'Agence pour mettre en œuvre les réformes et les évolutions de l'enseignement supérieur et de la recherche, à l'exemple de la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP), pour simplifier et moderniser les systèmes d'information de gestion des établissements (poursuite des chantiers de dématérialisation (factures, inscriptions), des travaux sur le SI Recherche commun) et mutualiser les meilleures pratiques.

Stéphane ATHANASE
Directeur de l'Amue

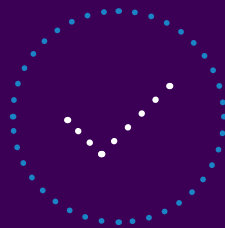
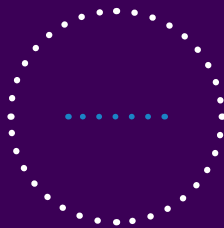
Sommaire

+ 1.00	L'Amue en un clin d'œil	p.05
+ 1.01	Chiffres clés	p.06
+ 1.02	Amue 2016, des principes solidement établis	p.07
+ 1.03	Nos partenaires	p.08
+ 1.04	En 2016, nous avons signé	p.10
+ 1.05	Une agence à l'écoute de ses adhérents	p.11
+ 1.06	Nos adhérents	p.12
+ 1.07	Nos outils dédiés à l'ESR	p.17
+ 2.00	L'Amue par axe d'activité	p.18
+ 2.01	L'axe système d'information	p.19
+ 2.02	L'axe formation	p.22
+ 2.03	L'axe accompagnement	p.25
+ 3.00	L'Amue par domaine	p.28
+ 	Scolarité / Formation / Vie de l'étudiant	p.29
+ 	Recherche / Valorisation	p.32
+ 	Pilotage	p.36
+ 	Finances	p.40
+ 	Ressources Humaines	p.44
+ 	Santé / Prévention / Sécurité	p.47
+ 	Patrimoine Immobilier	p.48
+ 	Achats	p.50
+ 4.00	Les coulisses	p.52
+ 4.01	Qui sommes-nous?.....	p.53
+ 4.02	Notre budget.....	p.54
+ 4.03	Nos instances.....	p.56



1

L'Amue
en un
clin d'œil



1.01 — chiffres Clés

+

+

31,6
MILLIONS D'€ DE BUDGET

10 millions d'€ par an
DE DOTATION DE L'ÉTAT

€

pendant 5 ans

10

SOLUTIONS LOGICIELLES
POUR L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR ET LA RECHERCHE

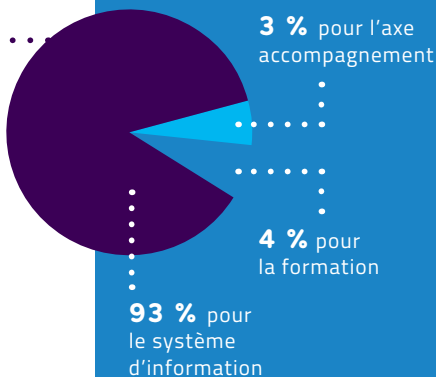
9 DOMAINES
D'EXPERTISE

3 PROJETS OUVERTS
AU PRÉ FINANCEMENT
DONT **2**
À LA
CO-CONSTRUCTION

13 053 
INSCRITS À NOS CONFÉRENCES,
WEBCONFÉRENCES,
ATELIERS, FORMATIONS

270 SESSIONS
DE FORMATION

146 
ACTIONS D'ACCOMPAGNEMENT
EN ÉTABLISSEMENT



 **298**
CONFÉRENCES,
WEBCONFÉRENCES,
ATELIERS, COMITÉS

173
ADHÉRENTS DONT
75 UNIVERSITÉS
& **98**
ÉTABLISSEMENTS,
ÉCOLES OU ORGANISMES
DE RECHERCHE

569 MARCHÉS &
CONVENTIONS

645 
MARCHÉS SIGNÉS
DANS LE CADRE
DES ACCORDS-CADRES

1.02 — Amue 2016, des principes solidement établis

Les principes régissant les actions de l'Agence sont solidement établis: renouer avec l'investissement des établissements (participation aux actions de l'Agence et à son fonctionnement, préfinancement des nouvelles solutions), participer activement au monde des systèmes d'information et du numérique de l'enseignement supérieur et de la recherche (développement de partenariats équilibrés et respectueux des spécificités de chacun) et des modes de construction des SI renouvelés. Ils constituent le cadre dans lequel ont été menées les actions 2016.

L'Amue propose un ensemble de dispositifs à l'efficacité éprouvée qui assurent la solidité de notre offre à l'exemple de l'activité de maintenance, d'assistance, d'évolution et d'accompagnement (métier, réglementaire, technique) et de support aux établissements (niveau très élevé de prestation sur les produits déployés Sifac/Harpège/Apogée) ou bien de formations métiers essentielles aux agents des établissements.

Ce bilan fait également la lumière sur les différentes dimensions de l'Agence (thématiques, modes de réalisation, publics visés): sont notamment concernés, les modes de construction des systèmes d'information et l'offre de services, le décisionnel et le pilotage (Siham PMS, pilotage du coût de l'offre de formation, le SI Recherche), les questions d'interopérabilité, de cadres de cohérence que l'on sait majeures, l'accompagnement des réformes (GBCP, regroupements territoriaux), la conduite du changement et les formations (construction de parcours de formations pour les responsables d'établissements).

Reprenant pour chaque domaine les actions menées au titre des SI, des formations et de l'accompagnement, ce rapport doit permettre de disposer pour chacun d'entre eux d'une vision synthétique et claire des actions de l'Agence et de ses priorités.

Ce foisonnement est salubre. Il montre l'importance des dispositifs de mutualisation mis en place par l'Agence et notre capacité collective à penser les évolutions du monde de l'enseignement et de la recherche et à construire en réponse les solutions les plus appropriées.

1.03 — Nos partenaires

- + Conférence des présidents d'université (CPU)
- + Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (MENESR)
- + École supérieure de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESENESR)
- + Association des agents comptables d'université (AACU)
- + Association Bernard Gregory (ABG - L'intelli'agence)
- + Association CAP ANR (Conseil Appui aux projets ANR)
- + Association CIRSES (Collectif pour l'Intégration de la Responsabilité Sociétale et du développement durable dans l'Enseignement Supérieur)
- + Association des Directeurs Généraux des Services d'établissements publics d'enseignement supérieur (ADGS)
- + Association des DRH des établissements publics d'enseignement supérieur (Sup'DRH)
- + Association nationale des services Tice et audiovisuels de l'enseignement supérieur (ANSTIA)
- + Association nationale des vice-présidents de conseil d'administration des universités (ANVPCAU)
- + Association des responsables communication de l'enseignement supérieur (ARCES)
- + Association des directeurs et des cadres du patrimoine immobilier des universités et des grandes écoles publiques (ARTIES)
- + Association des IRE (Ingénieurs Régionaux de l'Équipement Conseillers techniques des Recteurs)
- + Association QuaRES (Qualité en Recherche et en Enseignement Supérieur)
- + Association Tetragora
- + Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche (IGAENR)
- + Caisse des dépôts
- + Centre national de la recherche scientifique (CNRS)
- + Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB)

- + Conférence universitaire en réseau des responsables de l'orientation et de l'insertion professionnelle des étudiants (COURROIE)
- + Cercle des directeurs de l'insertion professionnelle et des relations entreprises des universités de l'Île-de-France (CEDIPRE)
- + Conférence nationale des directeurs de services de formation continue universitaire (CDSUFC)
- + Conférence nationale des étudiants vice-présidents d'université (CEVPU)
- + Comité des services informatiques de l'enseignement supérieur et de la recherche (CSIESR) +
- + Directeurs d'UFR LLASHS (CDUL)
- + Directeurs d'UFR sciences (CDUS)
- + Direction de l'immobilier de l'État (DIE)
- + École nationale des finances publiques (ENFIP)
- + EURAXESS France
- + Groupement d'intérêt scientifique GRAAL
- + Groupement national pour la prévention des risques professionnels dans l'enseignement supérieur (GP'Sup)
- + Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN)
- + Promosciences
- + Réseau d'aide au pilotage de l'enseignement supérieur (RAPESUP)
- + Réseau des auditeurs internes de l'ESR
- + Réseau des affaires juridiques de l'enseignement supérieur (JURISUP)
- + Réseau des observatoires des établissements d'enseignement supérieur (RESOSUP)
- + Réseau qualité enseignement supérieur et recherche (RELIER) +
- + Réseau des responsables de formation continue des personnels des établissements d'enseignement supérieur (PARFAIRE)
- + Réseau des responsables de la vie étudiante des établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche (R2VE)
- + Réseau National des Collèges Doctoraux (RNCD)
- + Réseau des responsables de la recherche de l'enseignement supérieur et de la recherche (R3SUP)
- + Réseau des services universitaires de pédagogie (SUP)
- + Réseau des vice-présidents de la commission de la formation et de la vie universitaire
- + Réseau des vice-présidents Recherche et Valorisation
- + Réseau des vice-présidents et responsables des relations internationales

1.04 — En 2016, nous avons signé



Signature du contrat quinquennal d'@Amue_Com par Thierry Mandon en live



10

NOTRE CONTRAT QUINQUENNAL

Le 7 décembre 2016, l'Amue a signé son contrat quinquennal de développement avec l'Etat pour la période 2016-2020. Cette signature a clôturé l'annonce des 20 nouvelles mesures du plan de simplification de l'ESR présentées par Thierry Mandon, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche ce même jour.

UNE CONVENTION AMUE / CSIESR

Une convention a été signée entre l'Amue et le CSIESR afin de faire bénéficier les membres du CSIESR appartenant à des établissements membres de l'Amue, de l'offre de formation de l'Amue et de formations proposées par des prestataires privés à tarifs préférentiels.

UNE CONVENTION AMUE / CNRS

En 2016, la reconduction de la convention de partenariat avec le CNRS a permis d'assurer la maintenance corrective et évolutive de la solution EvRP.

20
NOUVELLES
MESURES



1.05 — Une agence
à l'écoute
de ses adhérents

+

291 969


VISITES SUR LE SITE WEB


136 540
VISITEURS DISTINCTS 

 895 506

PAGES VUES

120 ARTICLES PUBLIÉS

 30 LETTRES
ACT'U
DISTRIBUÉES

40 DÉPÊCHES
« FIL AMUE »
PUBLIÉES 

Top 3



DES ARTICLES
LES PLUS LUS

- 1 → Le catalogue de formation 2016
- 2 → Club'U Sifac 2016
- 3 → Club'U Apogée / Rof 2015 (synthèse publiée en 2016)



PROVENANCE
DES VISITEURS

- Paris — 21,78 %
- Toulouse — 4,55 %
- Montpellier — 4 %



1 154

ABONNÉS TWITTER,

soit
+ 35%
en 1 an



4 300

ABONNÉS LINKEDIN

+ de
16 000

ABONNÉS AU FIL AMUE

LES EXTRANETS

DES PLATEFORMES
PARTAGÉES AVEC
LES ADHÉRENTS

23 espaces
créés

1.06 — Nos adhérents

→ L'État

Représenté par le Ministère de l'éducation nationale,
de l'enseignement supérieur et de la recherche

→ Universités

- 1 — Aix-Marseille Université - AMU
- 2 — Université de Picardie Jules Verne - Amiens
- 3 — Université d'Angers
- 4 — Université des Antilles
- 5 — Université d'Artois
- 6 — Université d'Avignon et des pays de Vaucluse
- 7 — Université de Franche-Comté
- 8 — Université de Bordeaux
- 9 — Université Bordeaux Montaigne
- 10 — Université de Bretagne Occidentale
- 11 — Université de Caen - Basse-Normandie
- 12 — Université de Cergy-Pontoise
- 13 — Université de Savoie – Mont Blanc
- 14 — Université d'Auvergne
- 15 — Université Blaise Pascal - Clermont-Ferrand
- 16 — Université de Corse - Pascal Paoli
- 17 — Université de Bourgogne
- 18 — Université du Littoral Côte d'Opale - ULCO
- 19 — Université d'Évry - Val d'Essonne
- 20 — Université Grenoble Alpes
- 21 — Université de la Guyane
- 22 — Université de La Réunion
- 23 — Université de La Rochelle
- 24 — Université du Havre
- 25 — Université du Maine
- 26 — Université de Lille 1 - sciences et technologie
- 27 — Université de Lille 2 - droit et santé -
- 28 — Université de Lille 3 – sciences humaines et sociales
- 29 — Université de Limoges
- 30 — Université de Bretagne-Sud
- 31 — Université de Lorraine
- 32 — Université Claude Bernard Lyon 1
- 33 — Université Lumière - Lyon 2
- 34 — Université Jean Moulin - Lyon 3
- 35 — Université Paris Est - Marne-la-Vallée
- 36 — Université de Montpellier
- 37 — Université Paul Valéry - Montpellier
- 38 — Université de Haute Alsace
- 39 — Université de Nantes
- 40 — Université de Nice Sophia Antipolis
- 41 — Université de Nîmes - Unîmes
- 42 — Université de la Nouvelle Calédonie
- 43 — Université d'Orléans
- 44 — Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne
- 45 — Université Panthéon Assas - Paris 2

- 46 – Université de la Sorbonne Nouvelle - Paris 3
- 47 – Université Paris Sorbonne - Paris 4
- 48 – Université René Descartes - Paris 5
- 49 – Université Pierre et Marie Curie - Paris 6
- 50 – Université Paris Diderot - Paris 7
- 51 – Université Paris 8 - Vincennes Saint-Denis
- 52 – Université de Paris Ouest Nanterre La Défense - Paris 10
- 53 – Université Paris-Sud
- 54 – Université Paris Est Créteil Val de Marne
- 55 – Université Paris 13 - Paris-Nord
- 56 – Université Paris-Dauphine
- 57 – Université de Pau et des pays de l'Adour
- 58 – Université de Perpignan - Via Domitia
- 59 – Université de Poitiers
- 60 – Université de la Polynésie française
- 61 – Université de Reims Champagne Ardennes
- 62 – Université de Rennes 1
- 63 – Université Rennes 2 - Haute Bretagne
- 64 – Université de Rouen
- 65 – Université Jean Monnet Saint-Etienne
- 66 – Université de Strasbourg
- 67 – Université de Toulon
- 68 – Université Toulouse 1 - Capitole
- 69 – Université Toulouse - Jean Jaurès
- 70 – Université Paul Sabatier - Toulouse 3
- 71 – Université François Rabelais - Tours
- 72 – Université de Valenciennes et du Hainaut Cambrésis
- 73 – Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines



→ **Universités de technologie**

- 74 – Université de Technologie de Belfort-Montbéliard
- 75 – Université de Technologie de Compiègne
- 76 – Université de Technologie de Troyes

→ **Établissements**

- 77 – Agence bibliographique de l'enseignement supérieur (ABES)
- 78 – Centre international d'études pédagogiques (CIEP)
- 79 – Centre national d'enseignement à distance (CNED)
- 80 – Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS)
- 81 – École Centrale de Lille
- 82 – École Centrale Lyon
- 83 – École Centrale Marseille
- 84 – École Centrale Nantes
- 85 – École nationale d'ingénieurs de Brest (ENIB)
- 86 – École nationale d'ingénieurs de Saint-Etienne (ENISE)
- 87 – École nationale d'ingénieurs de Tarbes (ENIT)
- 88 – École normale supérieure (ENS)
- 89 – École normale supérieure Paris-Saclay
- 90 – École normale supérieure de Lyon
- 91 – École normale supérieure de Rennes
- 92 – École nationale supérieure des arts et industries textiles (ENSAIT)
- 93 – École nationale supérieure de chimie de Lille (ENSCL)
- 94 – École nationale supérieure de chimie de Montpellier (ENSCM)
- 95 – École nationale supérieure de chimie de Paris (Chimie ParisTech)

- 96 — École nationale supérieure de chimie de Rennes (ENSCR)
- 97 — École nationale supérieure de l'électronique et de ses applications (ENSEA)
- 98 — École nationale supérieure de mécanique et d'aérotechnique (ENSMA)
- 99 — École nationale supérieure de mécanique et des microtechniques (ENSMM)
- 100 — École nationale supérieure d'informatique pour l'industrie et l'entreprise (ENSIIE)
- 101 — École nationale supérieure d'ingénieurs de Caen (ENSI Caen)
- 102 — École nationale supérieure Louis Lumière
- 103 — Institut d'études politiques de Lille (Sciences Po Lille)
- 104 — Institut d'administration des entreprises de Paris (IAE)
- 105 — Institut d'études politiques d'Aix en Provence (Sciences Po Aix)
- 106 — Institut d'études politiques de Bordeaux (Sciences Po Bordeaux)
- 107 — Institut d'études politiques de Grenoble (Sciences Po Grenoble)
- 108 — Institut d'études politiques de Lyon (Sciences Po Lyon)
- 109 — Institut d'études politiques de Rennes (Sciences Po Rennes)
- 110 — Institut d'études politiques de Toulouse (Sciences Po Toulouse)
- 111 — Institut national polytechnique de Toulouse (INPT)
- 112 — Institut national des sciences appliquées Centre Val de Loire (INSA Centre Val de Loire)
- 113 — Institut national des sciences appliquées de Lyon (INSA Lyon)
- 114 — Institut national des sciences appliquées de Rennes (INSA Rennes)
- 115 — Institut national des sciences appliquées de Strasbourg (INSA Strasbourg)
- 116 — Institut national des sciences appliquées de Toulouse (INSA Toulouse)
- 117 — Institut national universitaire Jean-François Champollion
- 118 — Institut supérieur de mécanique de Paris (Supméca)
- 119 — Observatoire de la Côte d'Azur
- 120 — SIGMA Clermont



+

+

→ **Grands établissements**

- 121 — Arts et Métiers ParisTech - École nationale supérieure d'arts et métiers (ENSAM)
- 122 — Collège de France
- 123 — Conservatoire national des arts et métiers (CNAM)
- 124 — École des hautes études en sciences sociales (EHESS)
- 125 — École nationale des Chartes
- 126 — École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques (ENSSIB)
- 127 — École pratique des hautes études (EPHE)
- 128 — Grenoble INP
- 129 — Institut national d'histoire de l'art (INHA)
- 130 — Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO)
- 131 — Institut de physique du globe de Paris (IPGP)
- 132 — Bordeaux INP
- 133 — Muséum National d'Histoire Naturelle
- 134 — Observatoire de Paris

→ **Communautés d'universités et établissements**

- 135 — ComUE d'Aquitaine
- 136 — Université Bretagne Loire
- 137 — Communauté Université Grenoble Alpes
- 138 — ComUE Université Lille Nord de France
- 139 — Université de Lyon

- 140 — Normandie Université
- 141 — Campus Condorcet
- 142 — Hésam Universités
- 143 — Université Sorbonne Paris Cité
- 144 — Université Paris-Est
- 145 — Paris Sciences et Lettres
- 146 — Université Fédérale Toulouse Midi-Pyrénées



→ **Établissements sui generis**

- 147 — Fondation nationale des Sciences politiques (Sciences Po Paris)
- 148 — HEC Paris

→ **Organismes de recherche**

- 149 — Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux (IFSTTAR)
- 150 — Institut national de la recherche agronomique (Inra)
- 151 — Institut national de recherche en informatique et en automatique (Inria)
- 152 — Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (Irstea)
- 153 — Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm)
- 154 — Institut de recherche pour le développement (IRD)
- 155 — Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer)



→ **Établissements sous tutelle du ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt**

- 156 — École nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg (ENGEES)
- 157 — École nationale supérieure des sciences agronomiques de Bordeaux Aquitaine (Bordeaux Sciences Agro)
- 158 — École nationale vétérinaire, agroalimentaire et de l'alimentation - Nantes-Atlantique (ONIRIS)
- 159 — École nationale vétérinaire de Toulouse (ENVT)
- 160 — Institut national supérieur des sciences agronomiques, de l'alimentation et de l'environnement (Agrosup Dijon)
- 161 — Institut supérieur des sciences agronomiques, agroalimentaires, horticoles et du paysage (Agrocampus Ouest)
- 162 — Institut des sciences et industries du vivant et de l'environnement, AgroParisTech

→ **Établissements sous tutelle du ministère de la Culture et de la Communication**

- 163 — École nationale supérieure d'architecture de Grenoble (ENSAG)
- 164 — École nationale supérieure des Arts Décoratifs (ENSAD)
- 165 — La Fémis

→ Établissements sous tutelle du ministère de la Défense

- 166 — École Polytechnique
167 — Institut supérieur d'aéronautique et de l'espace (ISAE)

→ Établissement sous tutelle du ministère de l'Environnement, de l'énergie et de la mer

- 168 — École des ponts ParisTech (ENPC)

→ Établissements sous tutelle du ministère de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique

- 169 — Centrale Supélec
170 — École nationale supérieure des Mines d'Albi-Carmaux - Mines d'Albi
171 — École nationale supérieure des Mines d'Alès - Mines d'Alès
172 — École nationale supérieure des Mines de Douai
173 — École nationale supérieure des Mines de Nantes - Mines Nantes
174 — École nationale supérieure des Mines de Paris - Mines ParisTech
175 — École nationale supérieure des Mines de Saint Etienne
176 — Groupe des écoles nationales d'économie et de statistique (GENES)
177 — Institut Mines-Télécom

→ Établissement sous tutelle du ministère des Affaires sociales et de la Santé

- 178 — École des hautes études en santé publique (EHESP)

→ Établissement sous tutelle du ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports

- 179 — Institut national du Sport, de l'Expertise et de la Performance (INSEP)

Ils nous ont rejoints en 2016

La femis *

HEC
PARIS *

Ifremer

UNIVERSITE
BRETAGNE
LOIRE

INRA
SCIENCE & IMPACT

* adhésions en
cours d'approbation
par les tutelles

1.07 — Nos outils dédiés à l'ESR



APogEE gestion de la scolarité, des enseignements et des étudiants

ROF gestion de l'offre de formation, de sa construction à sa publication



SIHAM gestion des processus RH : du recrutement d'un agent jusqu'à sa sortie + Pré-liquidation de la paie à façons + GPEEC

HARPEGE gestion des RH dans l'enseignement supérieur



SIFAC gestion budgétaire, financière, comptable et analytique

SIFAC Démat dématérialisation des factures et optimisation du flux de la dépense



SINCHRO gestion des feuilles de temps pour les projets de recherche nationaux et européens

CAPLAB description et suivi des collaborations de recherche du laboratoire

GESLAB gestion financière des unités de recherche

DIALOG support du dialogue de gestion permettant de simplifier le processus d'allocation des ressources aux unités de recherche



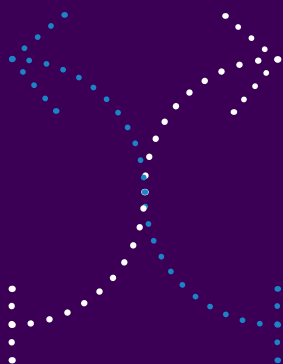
SINAPS organisation de l'ensemble des échanges du système d'information et pilotage grâce aux référentiels de données partagés entre les applicatifs métiers

SIHAM PMS pour maîtriser les besoins et les évolutions liés à la masse salariale



EvRP évaluer et gérer les risques professionnels

Le 30 juin 2016, la CNIL décernait son label « Gouvernance Informatique et Libertés » à la procédure mise en œuvre à l'Amue en matière de protection des données à caractère personnel. En référence aux niveaux de maturité cumulatifs de l'ISO 21827, le stade reconnu *du processus défini, adapté et généralisé* est atteint pour anticiper dès maintenant un incontournable du règlement européen applicable à partir de mai 2018 : la concrétisation efficiente du principe de *Privacy by Design/Default*, c'est-à-dire de la prise en compte des exigences *Informatiques et Libertés* dès la phase de conception de nos produits.



2

L'Amue
par axes
d'activités



2.01 — L'axe système d'information

La méthodologie, un incontournable

DANS LES MÉTHODES DE CONSTRUCTION...

Un travail méthodologique important a été fait cette année, notamment dans le cadre du projet Sicles/PC Scol, en partenariat avec l'association Cocktail et le groupe de travail du CATI dédié à la co-construction de logiciels, pour tirer le meilleur parti de la méthode de construction agile et la rendre applicable dans le cadre d'un projet d'envergure. Ces travaux ont abouti à un cadre méthodologique alliant les avantages et bénéfiques des méthodes agiles et traditionnelles, cadre qui sera éprouvé et affiné notamment par les projets Sicles/PC Scol et Caplab.



CATI: Comité Agence des Technologies et Innovations

Dans le cadre du CATI, et grâce au concours d'experts d'établissements, des orientations technologiques ont pu être établies pour les projets nouveaux. De même des choix relatifs aux outils de développement composant la forge de développement collaboratif ont pu être confirmés.

Cet ensemble (méthodologie, technologies, outils) est consigné dans un «cadre de co-construction» applicable aux projets et aux équipes de co-construction. Ces travaux seront également consolidés et enrichis dans le cadre concret des projets.

DANS LA DÉMARCHÉ D'URBANISATION...

Une première version du référentiel Amue est disponible sur la plateforme MEGA, et sous forme d'un extranet. Il propose des processus métier type dans le domaine des Ressources Humaines et Finances qui seront enrichis et complétés par les processus de la Scolarité et de la Recherche en 2017.

Un groupe de travail réunissant des urbanistes (d'établissements et de l'Amue) s'est réuni 4 fois et a élaboré un premier plan d'urbanisme (POS), qui sera affiné lors de l'avancement du projet Sicles/ PC Scol, dont il constitue le socle. Ce réseau sera co-animé avec le CSIESR en 2017 permettant ainsi de mieux cibler les formations qui leur seront nécessaires.

La DINSIC ayant mis en place sa plateforme Philae basée également sur MEGA, des scénarios de convergence entre la plateforme Amue et celle de la DINSIC seront réalisés en 2017.

ET DANS LE PROCESSUS QUALITÉ

L'Amue a poursuivi le déploiement de ses kits méthodologiques et pratiques à destination des équipes projets :

- + la nouvelle démarche de test Amue est déployée sur l'ensemble des projets du département construction des systèmes d'information (DCSI)
- + le directeur du DCSI ainsi que les chefs de projets disposent d'un nouvel outil de prévention et d'amélioration : un kit spécifique à la préparation et à la réalisation d'audits internes qui a été conçu pour leur servir au quotidien.
- + l'axe méthodologique s'est étoffé d'un nouveau kit dédié à la définition des besoins et à la spécification des exigences. Une campagne de formation aux techniques de recueil des besoins et à leur traduction en exigences a démarré fin 2016 et se poursuivra en 2017.
- + Le processus de construction agile des solutions de l'Amue a été formalisé au sein d'une démarche complète permettant de répondre au mieux aux besoins des établissements.

DES RESSOURCES CLÉS DANS LES PROJETS : LE RÉSEAU DES CORRESPONDANTS ACCOMPAGNEMENT



+ Un modèle d'espace collaboratif DCSI a été conçu par les équipes projets et le réseau des Correspondants Accompagnement. Ces espaces d'échanges et de partage documentaire facilitent la collaboration transversale entre les projets du DCSI et améliorent l'efficacité des échanges entre les partenaires, les établissements et les équipes projets. Le déploiement de ce modèle démarré fin 2016 se terminera au 1^{er} trimestre 2017.

Pour voir plus loin... le CATI

L'Agence a mis en place le Comité Agence des Technologies et Innovation (CATI), dédié à l'innovation technologique, qui lui permet de capter les bénéfices futurs dont elle pourra programmer la mise en œuvre au sein de son offre SI ou d'accompagnement.

Le CATI s'organise autour de 4 groupes de travail thématiques :

- L'identité numérique,
- La dématérialisation et les coffres forts électroniques,
- Les acteurs du numérique et la capacité à repérer et fédérer les projets ou applications locales susceptibles d'être à terme incorporées dans l'offre SI mutualisée,
- La co-construction de logiciels (choix technologiques, choix d'outillages, méthodologie).

En 2016, ce réseau a travaillé à la réalisation de tutoriels vidéos sur la thématique de la gestion de projet et à l'harmonisation et la mise en cohérence de la documentation des produits distribués par l'Amue.

Les objectifs attendus : produire des documents utiles aux utilisateurs, déterminer le canal de diffusion de la documentation des produits, capitaliser le plus rapidement possible sur les difficultés rencontrées par les utilisateurs et augmenter leur degré d'appropriation des produits pour réduire les demandes d'assistance et ainsi augmenter le taux d'utilisation des produits.

20

En toute fin d'année 2016, l'Amue a proposé d'ajouter deux thématiques relatives aux SI décisionnels et à la délivrance de solutions de SI sous forme de services.

QUI SONT LES MEMBRES DU CATI ?



- Des représentants de l'Amue: Direction, département construction des systèmes d'information (DCSI), département expertise métiers (DEM)
- Des acteurs de l'ESR : A-DSI, CSIESR, ESUP, des DSI d'EPST (Inria) et ABES, Renater, MENESR (DGESIP/DGRI, DNE), DINSIC, VPSI d'établissements, Association Cocktail, CNOUS.
- Un référent interministériel : DINSIC

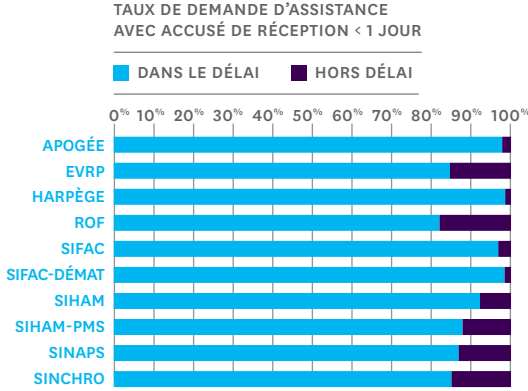
Une réflexion qui s'enrichit :

L'offre SI sous forme de services

L'Amue a la capacité à ce jour de proposer une offre de service SI aux établissements, à des degrés divers. Elle peut ainsi apporter une réponse sur le volet IaaS (hébergement sec), PaaS ou SaaS. Pour l'instant, cette offre de service reste sous-utilisée par les établissements qui invoquent un rapport prix/service trop onéreux.

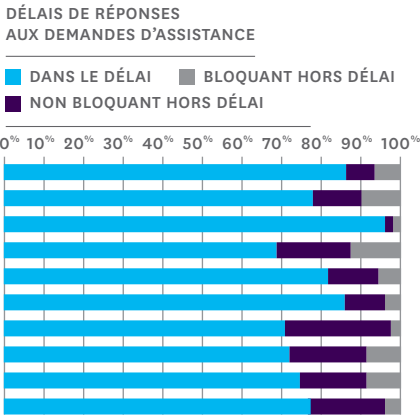
Les produits Sifac, Apogée, Harpège et Siham, peuvent ainsi être proposés avec un volet service dans une volonté de gain de charge et de redéploiement d'ETP. Siham PMS continue à être proposé uniquement en mode SaaS. En 2017, dans le cadre du CATI, un nouveau groupe est chargé d'examiner cette solution.

2016, une réactivité forte de l'activité d'assistance et de support



SUIVI QUALITÉ

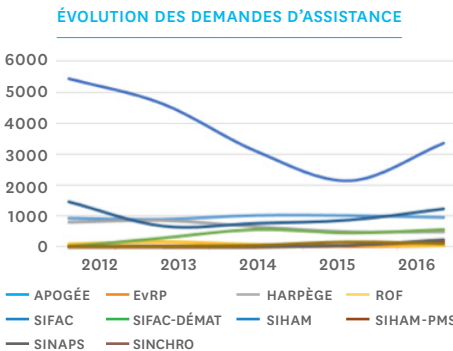
Les projets produisent des indicateurs sur la fiabilité des logiciels, la réactivité de l'Amue sur incident, ou encore sur le traitement des demandes d'assistance.



21

LES DEMANDES DE SUPPORT REPARTENT À LA HAUSSE :

Rien que de très normal, les produits phares tels que Sifac ou Siham ont connu une période de travaux et d'évolutions lourdes induisant une assistance accrue. Les produits tels que Sifac Démat, Siham PMS ou Sinaps voient les demandes de support augmenter petit à petit, se calant ainsi sur le rythme de vie du produit. Seuls Sinchro, ROF et EvRP enregistrent un faible taux de demandes d'assistance.



2.02 — L'axe formation



LA FORMATION EN CHIFFRES



22

Un moment fort de l'année: ***le forum des formateurs***

Il paraît essentiel de continuer à animer et élargir le réseau de formateurs experts en établissement pour accompagner cette diffusion des savoirs.

Dans cette optique, le forum des formateurs a été organisé les 4 et 5 juillet 2016 à l'UPMC (Université Pierre et Marie Curie) afin de permettre à chacun de se rencontrer, de confronter ses expériences et réfléchir à l'évolution des pratiques. Il a réuni plus de 80 participants dont une cinquantaine de formateurs.

À cette occasion, ont été abordées diverses thématiques relatives aux communautés professionnelles et à la digitalisation des formations sous la forme de tables-rondes puis d'un World Café qui a permis de faire émerger des pistes de travail concrètes!

Un travail en co-construction ***avec les ressources en établissements***

Devant la complexité et la diversité des problématiques auxquelles sont confrontés les établissements, l'Agence s'est attachée (au-delà des réseaux déjà constitués, des formateurs déjà mobilisés ou d'intervenants déjà sollicités dans le cadre de groupes de travail, etc.) à renforcer le lien avec les personnes-ressources en établissements. Il s'agit ici de revenir à la philosophie d'un GIP qui doit faciliter la mutualisation des compétences en faisant intervenir des personnes-ressources issues d'établissements adhérents.

Une ambition est née: réunir les formateurs par domaine au moins une fois par an afin de partager sur les contenus des formations mais également homogénéiser la ma-



nière de construire notre offre (à travers la systématisation progressive des **itinéraires pédagogiques**).

En novembre 2016 ont été présentés au Conseil d'administration les grands axes de la nouvelle stratégie de formation de l'Amue. À l'instar des autres axes, la formation vise à être davantage co-construite.

La mutualisation des compétences passe par un accompagnement des personnes-ressources issues des établissements adhérents pour qu'elles deviennent des formateurs experts reconnus par la communauté. C'est dans ce contexte que s'est tenu le regroupement des formateurs SI et métiers par domaines afin de réfléchir à la mise en place de la nouvelle offre de formation 2017 de l'Amue.

Diffuser notre offre de formation autrement

Cette année a été l'occasion d'organiser des web conférences par domaine, présentant les différents parcours, avec un focus sur les formations plus spécifiquement dédiées aux prises de fonction, et des témoignages. Dans le domaine Ressources Humaines, 50 personnes ont suivi cette web conférence, dans le domaine Recherche et Pilotage, 20 personnes.

Amue / ESENER, un partenariat pérenne et efficace

À la demande du MENESR, l'Agence, en partenariat avec l'ESENER, a piloté les groupes de travail devant aboutir à la mise en place de parcours de formation pour les cadres de l'ESR nouvellement installés (Directeurs du patrimoine, DRH, DAF). Elle est également associée au groupe de travail sur le parcours des DGS et participera à la mise en place de nouveaux travaux autour des achats, des SI et du pilotage. En 2016, 12 modules de formation ont été mis en place dans le cadre de ces parcours à destination des DGS, DSI, DAF, Directeurs des Achats, DRH et Directeurs du Patrimoine.

L'Agence a misé sur la réactivité...

En proposant des formats plus courts, d'une journée, liés à des problématiques d'actualité. Ainsi, sur les 354 sessions de formation réalisées en 2015, 102 avaient une durée d'une journée (soit 29 %). Alors qu'en 2016, sur les 378 sessions de formations réalisées, 136 n'ont duré qu'une journée (soit 36 %).

L'EXEMPLE CONCRET DU E-LEARNING

Cette année, certaines formations sont toujours proposées en modalité e-learning :

« Se préparer à la GBCP » s'adresse à un large public et est proposée en partenariat avec l'ESENER, qui héberge la formation sur sa plateforme LMS.

« Stratégie et pilotage de la fonction formation dans un ESR », en mode hybride, mixe séances en présentiel et à distance, et est proposée en partenariat avec l'association des vice-présidents CFVU et l'Université de technologie de Compiègne qui héberge la formation sur sa plateforme LMS. Elle a réuni 25 stagiaires dont 13 vice-présidents CFVU / Formation et a donné lieu à deux séquences présentielle, outre les vidéos et autres éléments référentiels disponibles en ligne.

Ces orientations sont reprises dans la nouvelle stratégie de formation adoptée en novembre 2016 qui propose la mise en place d'une plateforme LMS dédiée pour toutes les formations de l'Amue à l'instar de ces deux formations.



... et sur de nouvelles modalités...

En développant des «ateliers d'échanges» ou des formations-actions sur le modèle de «*comptabilité analytique: coût des formations et coût de la recherche*», 6 mois après la tenue de la session de formation afin d'évaluer le «retour sur les attentes» et la mise en pratique des compétences acquises. Ces rendez-vous reposent sur des retours d'expérience provenant d'établissements avancés et la mutualisation des bonnes pratiques. Ils alternent apports théoriques et temps d'échanges, permettant ainsi d'aborder plus facilement des sujets d'actualité. Dans une perspective d'expérimentation de l'évaluation «à froid» de ses formations, l'Amue a proposé 12 rencontres au cours de l'année 2016. D'une durée d'une journée, elles ont été proposées dans tous les domaines d'activité de l'Amue. Ce dispositif de suivi sera généralisé progressivement à toutes les formations qui se prêtent à ce retour d'expérience.

+

EXEMPLE : Faisant suite à la formation « Mise en place d'un service facturier: méthodologie », un atelier rassemblant le formateur et les stagiaires permettra le retour d'expérience et les difficultés rencontrées dans les établissements. D'autres thématiques seront concernées: plan déplacement campus, efficacité énergétique, etc...

24

... dans une démarche de développement durable

En 2016, tous les supports de formation ont été diffusés de façon dématérialisée grâce à la plateforme SharePoint.

Une nouvelle stratégie de formation pour une performance différente

La maîtrise d'ouvrage implique une harmonisation sur les documents cadres d'une formation (cahier des charges, contrat des formateurs...) ainsi que sur les outils et procédures utilisés. En parallèle, les formateurs amenés à prendre en charge la maîtrise d'œuvre seront accompagnés dans ces missions. Le Comité Formation Continue de l'Agence (CFCA) sera mis en place au cours de l'année 2017. Il offrira une participation plus forte des établissements lors de la construction de l'offre de formation de l'Agence et de son évolution. Véritable instance de programmation, il permettra de proposer une offre de formation toujours plus en adéquation avec les demandes des établissements.

En 2016, une mission de préfiguration autour de la stratégie de formation a été menée, qui place l'harmonisation des interventions au cœur de ses actions grâce à la mise en place d'une maîtrise d'ouvrage.

+

+

2.03 — L'axe accompagnement



Un axe de développement privilegié cette année, les compétences «Accompagnement, conduite du changement»

12 ARTICLES
ONT ÉTÉ PUBLIÉS
DANS LE DOMAINE
CONDUITE DU
CHANGEMENT
EN 2016



Pour donner des outils pratiques, efficaces et applicables quel que soit l'établissement, puisqu'il s'agit de démarches à mettre en œuvre, l'Agence a structuré son offre conduite du changement pour lui donner une visibilité accrue.

LE BILAN : une rubrique sur le site Amue.fr, un espace collaboratif, une liste d'échanges acdc@amue.fr possédant déjà plusieurs dizaines d'abonnés, une conférence « La conduite du changement dans l'ESR » ayant réuni 40 participants et un tutoriel Gantt Project suivi par 57 inscrits.

Parallèlement l'équipe a mis à disposition un kit sur le pré-projet avec la publication de 2 fiches e-learning et de plusieurs articles dédiés.

Faire vivre les publications... autrement

L'ancien guide relatif au fonctionnement et à la gestion des universités, élaboré en 2012, est remplacé, petit à petit, par des fiches « Zoom » disponibles sur le site www.amue.fr. Elles reprennent les thématiques des anciennes fiches du guide mais sont réactualisées. D'autres sont créées, détaillant des sujets ayant émergé depuis ces dernières années (sur le patrimoine, le pilotage ou la GBCP par exemple).

LES FICHES ZOOMS DE 2016

- La sécurité sociale étudiante
- Le recrutement des personnels enseignants titulaires des EPSC
- Les personnels enseignants titulaires des EPSC
- Dialogue social: le rôle des instances dans la GRH
- Les personnels BIATSS des EPSC
- La gestion des emplois
- La GPEEC
- L'ordonnateur: attributions, délégations et responsabilités
- Les comptables publics et les régisseurs
- Stratégie européenne HRS4R
- Les enjeux de l'achat public



PAR EXEMPLE, à l'occasion de la loi mise en application de la loi PUMA (Protection Universelle Maladie), une fiche zoom sur ses impacts sur le régime étudiant de sécurité sociale a été rédigée et mise à la disposition de nos adhérents.

Accéder à l'information...

sans se déplacer

Les web conférences ont été utilisées plus fréquemment comme outils de diffusion de l'information (cycle régulier de web conférences sur les problématiques d'égalité femme-homme, lutte contre les discriminations; partenariat avec l'IGAENR afin de présenter une synthèse des rapports consacrés à l'ESR, etc.).

+

Un accompagnement

qui s'amplifie autour

des regroupements

d'établissements



La web conférence sur le rapport de l'IGAENR, La gestion des heures d'enseignement au regard de la carte des formations supérieures, a réuni près de 60 participants

Dans le cadre des fusions d'établissements, l'Amue continue d'enrichir son dispositif d'accompagnement à la transformation des SI, qui se nourrit des expériences et des compléments d'outillages développés par les établissements lors de fusions précédentes.

Cette année, l'Amue a accompagné la fusion des universités Clermontoises.

Les travaux d'accompagnement des fusions des universités Lilloises et des universités Paris Sorbonne et Pierre et Marie Curie, programmées pour le 1^{er} janvier 2018, ont commencé en 2016.

26

Les listes de diffusion,

la mutualisation

des expertises

et le partage d'expérience

Les listes de diffusion Amue, qui empruntent les canaux de distribution de Renater, sont des outils extrêmement utilisés par les établissements pour communiquer, échanger et mutualiser.

+

+

LE TOP 3 2016 DES LISTES AMUE

1/ Liste Coordopaie

Liste d'échanges et d'entraide entre les universités sur la gestion du processus paie pour harmoniser les pratiques et fédérer les établissements autour de ce domaine de gestion



ABONNÉS

2/ Liste sifacsites

Liste d'échanges entre utilisateurs du logiciel Sifac en établissement



ABONNÉS

3/ Liste deve

Liste d'informations et espace de travail pour la communauté des responsables des formations, de la vie étudiante, de l'orientation et de l'insertion professionnelle



ABONNÉS



3

L'Amue
par domaine





Scolarité

Formation

Vie de l'étudiant

Apogée

PRISE EN COMPTE DES REGROUPEMENTS D'ÉTABLISSEMENTS DANS LES OUTILS EXISTANTS

→ PREMIER AXE : CRÉATION DE FLUX

- Atelier de conception générale les 4 et 5 octobre 2016 à Montpellier (10 établissements).
- Restitution des travaux envisagés au comité de pilotage Apogée du 16 décembre.
- Approfondissement nécessaire afin d'étudier la mise en place des flux via Sinaps.

→ DEUXIÈME AXE : REQUÊTES BO

- Co-construction d'un rapport Business Objects avec l'Université Paul Valéry Montpellier. Participation active de 7 établissements.
- Livraison aux établissements concernés du rapport et du mode opératoire le 19 février 2016.

AMÉLIORATION DE L'INTEROPÉRABILITÉ DES OUTILS DE L'AMUE AVEC LE SI DE L'ÉTABLISSEMENT

→ Livraison d'un Web Service de consultation des pièces justificatives dans la version de mi-avril 2016. Ce nouveau connecteur répond au besoin d'ouverture du service de gestion des documents dématérialisés.

→ Livraison de Web Service de création des objets de la Structure des Enseignements Apogée dans la version de fin Novembre 2016. Ces nouveaux connecteurs, limités à certains types d'objet, permettent d'alimenter Apogée à partir de n'importe quelle application du SI.

→ Livraison d'une version Sinaps dédiée aux sites pilotes comportant des flux de mises en qualité et de diffusion pour les trois chantiers « Structures », « Nomenclatures » et « Personnes ». Des travaux ont débuté sur le chantier « Apprenants » pour une livraison aux pilotes mi 2017.

AMÉLIORATION DE L'EXISTANT

→ Un second lot d'améliorations concernant le simulateur des charges d'enseignement a été livré, toujours en phase pilote, dans la version de fin novembre 2016. Ce simulateur comporte dorénavant toutes les fonctionnalités nécessaires à la simulation proprement dite. Par contre, il ne comprend pas la création de structure ex nihilo ni le déversement de la simulation dans Apogée. Ce simulateur sera déployé à l'ensemble des établissements en 2017 sur le périmètre actuel. Les fonctionnalités manquantes seront couvertes par un outil (Actul+) construit et maintenu par un établissement. Une convention est en cours d'élaboration pour rattacher Actul+ à l'offre Apogée et le diffuser à l'ensemble des établissements.

**2016,
en résumé**

- **5 versions d'Apogée** dont 1 version de prise en main (nouveau marché TMA) et 1 version technologique
- **43 évolutions mineures (DMA).**

→ Concernant les échanges de données des candidats admis en CPGE, les travaux du groupe de travail ont abouti à la création d'un service numérique permettant d'interroger APB et d'obtenir les données des étudiants concernés.

ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES

Un premier lot d'évolutions réglementaires a été livré dans la version d'avril 2016 comportant entre autres la modification des bornes de l'affiliation à la sécurité sociale étudiante (loi PUMa) et l'ajout de l'échelon de bourse lors de l'interrogation Aglaé.

La version de novembre 2016 a intégré la seconde partie de la loi PUMa.

ÉVOLUTION TECHNIQUE

L'année 2016 s'est achevée avec la livraison de la migration technique Oracle (passage en 12c).

Sicles

DÉMARRAGE DE LA PHASE DE CONSOLIDATION DES BESOINS

Entre avril et décembre se sont tenus 1 atelier de méthodologie, 5 ateliers de validation des exigences fonctionnelles dont 4 en établissement (Lyon 3, Paris Sud, UPEC, UPEM) et un point d'étape par visioconférence.

Chaque atelier a réuni entre 10 et 15 participants, représentant entre 7 et 12 établissements et assurant la représentativité de la communauté cible du projet en termes de taille, organisation, public, offre de formation...

Les ateliers ont permis de balayer 5 macro processus et plus de 30 processus.

Au total ce sont environ 800 exigences qui ont été présentées, discutées et validées, et dont la consolidation (encore en cours) permettra d'aboutir au cahier des charges de la solution.

LE PROJET ET LES ÉTABLISSEMENTS

Le 3 Novembre, l'Amue et l'association Cocktail présentent le projet de remplacement des solutions Apogée et SVE / Scolarix à la communauté : plus de 90 participants issus de 70 établissements répondent présents et posent leurs questions.

En parallèle, une présentation de la démarche de co construction a été faite à 4 établissements : Université de Strasbourg, Université de Lorraine, ComUE de Lyon et Université Grenoble Alpes)

↘
**EN 2016, PLUS DE 70
ÉTABLISSEMENTS ISSUS DES
COMMUNAUTÉS AMUE ET COCKTAIL
ONT PARTICIPÉ À AU MOINS UN DE
CES ÉVÈNEMENTS.**



ROF

En 2016, ROF s'est déployé à l'université de Strasbourg, à l'université de Corse et à l'université de Rennes 1. Fin 2016, 22 composantes commencent à utiliser ROF à l'université de Strasbourg. En matière d'évolution, on peut noter le démarrage des travaux de sortie de la technologie Glassfish, qui facilitera l'exploitation de ROF.



**ET LE CADRE DE
COHÉRENCE SVE ?
LE CA2CO SVE
CE SONT PLUS
DE 450 SERVICES
ATTENDUS DU SI
SCOLARITÉ COÉCRITS
AVEC L'ASSOCIATION
COCKTAIL**



Formations •

• Accompagnement

Le Top 4 des formations 2016

→ CAP SUR LE NUMÉRIQUE

Une nouvelle formation : «Outils TICE : convaincre les enseignants» en partenariat avec l'ANSTIA (Association des Services TICE et audiovisuels).

Cet événement partenarial inédit Amue / ANSTIA a été un plein succès (15 personnes dont 4 vice-présidents numériques) et ouvre la voie pour de nouvelles formations construite en commun.

L'atelier «Métamorphose des DEVE/DEVU» qui a réuni 15 cadres dirigeants et des personnalités de la CPU, de l'IGAENR, le Médiateur de l'Education nationale et le président du Comité de Suivi Master.

La formation «Vie étudiante» en collaboration avec le réseau R2VE : «accueillir, travailler ensemble, prendre le temps de devenir étudiant» qui a réuni 23 acteurs de la vie étudiante issus de 21 établissements d'enseignement supérieur.

La réforme de l'accréditation abordée dans le détail dans la formation «Construire, évaluer, accréditer l'offre de formation» qui a fait le plein, mobilisant 25 inscrits parmi lesquels 10 vice-présidents CFVU / Formation et 6 directeurs FVU Formation des vagues C et D.



Les 7 et 8 juillet

2016

CONFÉRENCE
Les indicateurs
de soutenabilité
de l'offre de
formation

ET EN TERMES DE **CONFÉRENCE MÉTIER**

Cet événement a permis de présenter et partager les démarches mises en œuvre par les établissements et les outils utilisés pour concevoir l'annexe 4 du dossier d'accréditation. Il a fait appel à 12 intervenants et réuni 80 participants.

12 ARTICLES PUBLIÉS
DANS LE DOMAINE
FVE EN 2016
DONT 6 RELATIFS
À APOGÉE ET SON
RENOUVELLEMENT.



processus
d'accréditation

modèle
économique
d'accréditation

collecte
des données
fiable

pilotage

dialogue
entre les
acteurs



Recherche

Valorisation



Cadre de Cohérence

Une première version du cadre de cohérence Recherche a été publiée en juin pour amendements par les acteurs de la recherche (appel à commentaires).

Sinagro

La valorisation financière des temps saisis, dernière évolution fonctionnelle prévue au cahier des charges de la solution de gestion des feuilles de temps pour les projets de recherche nationaux et européens, a été mise en production à la fin du premier semestre 2016.

Après l'intégration avec Harpège, mise en production en octobre 2015, ce sont celles avec Siham et Sinaps qui ont été réalisées au cours du second semestre 2016.

Les développements permettant l'accessibilité de Sinagro sur tablette et smartphone ont été lancés fin 2016 pour une mise en production à la fin du 1^{er} trimestre 2017.

2017 marquera la fin de la construction de la solution, le périmètre initial du cahier des charges ayant été atteint.

Une enquête de satisfaction après un an d'utilisation révèle que Sinagro génère une bonne adhésion de 90% des personnels de recherche utilisateurs.

Tous les établissements interrogés se disent très satisfaits de l'accompagnement proposé par l'Amue (séminaire de lancement et suivi individualisé, « cafés Sinagro »,...). De nombreux établissements ont déjà atteint et même dépassé leurs objectifs d'utilisation (en nombre d'utilisateurs et types de projets suivis).



À noter:
les équipes Amue

ont participé aux réunions du comité de suivi et aux ateliers sur les nomenclatures produits de la recherche et activités (5 réunions) et à la définition du format pivot structure et infrastructure de recherche.



En 2016, 11 nouveaux établissements ont fait le choix de Sinagro, portant le total à 23 établissements ayant acquis la solution fin 2016.



Geslab

En accord avec le Comité de projet, composé d'établissements et de laboratoires, du CNRS et de l'Amue, les travaux de conception menés en 2016 ont porté sur l'architecture technique, le flux budget et ses prérequis, et les commandes. Ces thématiques ont fait l'objet de travaux en parallèle avec des groupes constitués d'établissements pilotes et non pilotes et de laboratoires pilotes.

L'émergence de diversité de pratiques (entre établissements, entre universités et EPST) ont nécessité des études plus longues que prévues, et des réflexions sur la détermination de bonnes pratiques.

Par ailleurs, la priorité a été donnée à la mise en conformité GBCP et aux travaux de fin d'exercice.

4 Comités de projet se sont tenus à fréquence trimestrielle au cours de l'année.

Dialog

Le Comité projet a été instancié en janvier et s'est réuni à trois reprises en 2016.

L'équipe projet a rencontré les 5 établissements pilotes pour l'expression de besoins, permettant d'identifier 3 chantiers pour les évolutions à mener :

- **CHANTIER 1 : élargissement du périmètre aux unités non CNRS**
- **CHANTIER 2 : formulaire de demande de ressources**
- **CHANTIER 3 : consolidation des attributions**

Des groupes de travail ont été mis en place sur les chantiers 1 et 3, donnant lieu à la conception et à la réalisation, fin 2016, d'une version de Dialog pour les pilotes qui sera déployée à partir d'avril 2017.



Geslab sera déployé en 2017 dans les laboratoires pilotes, selon une stratégie de déploiement qui doit être finalisée en accord avec le Comité de projet.



**8 ARTICLES
RECHERCHE
PUBLIÉS EN
2016 DONT 4
CONCERNANT
SINCHRO**



Caplab

L'Amue a ainsi été en mesure de présenter ce projet à ses adhérents afin que ceux-ci confirment, au travers de la démarche de préfinancement, leur volonté de le voir réalisé. Dans la perspective de ce lancement, l'Amue a également établi les termes d'un partenariat avec l'université d'Auvergne, représentant le GIS GRAAL, avec laquelle le projet pourrait être co-construit.

DES ÉLÉMENTS DE CALENDRIER

Début 2016, un nouveau groupe de travail de représentants d'établissements a été réuni afin de revoir l'expression de besoin de 2013 (3 Ateliers entre février et mars) conduisant à la rédaction d'une nouvelle version de l'expression de besoin finalisée début mai.

Le cadrage du projet (budget, macro planning, modèle économique, partenariats CNRS et université) a démarré en juin, sur les bases suivantes:

Le cadrage du projet de Décisionnel Laboratoire a été reporté et sera réalisé courant 2017.

Durant l'année, plusieurs présentations du SI Recherche cible ont été faites à l'IRD, à l'IRSTEA, et à IFREMER.

Gestion de contrat/Sigec

L'étude d'opportunité lancée en octobre 2015 (portant sur les besoins métiers et le benchmarking des solutions existantes) effectuée avec un groupe d'établissements - 6 universités et un organisme de recherche - a mis en évidence la nécessité pour les établissements de se doter d'un outil transversal pour la gestion des contrats et conventions (avec un caractère particulièrement déterminant et urgent pour le domaine recherche.)

L'Amue et les établissements ont concrétisé cette étude par la rédaction d'une expression des besoins en mai 2016.

L'opportunité de lancer un nouveau projet (Sigec), à partir des résultats de l'étude et de l'expression des besoins, a été présentée lors d'une web conférence organisée en octobre 2016 avec un double objectif:

→ La validation par l'Assemblée générale de l'Amue (novembre 2016) de l'intérêt de la communauté pour le projet

→ L'appel au préfinancement des établissements en décembre 2016 en vue de la prise de décision pour le lancement du projet début 2017.

Les conclusions de l'appel au préfinancement et par conséquent de la décision de lancement du projet seront présentées à l'Assemblée générale de mars 2017.

Le travail de cadrage de Caplab s'est achevé en 2016: le périmètre du projet, son coût, son calendrier ont été établis en partenariat avec le CNRS.

→ **Projet commun Amue/CNRS (comme Geslab et Dialog)**

+ Les travaux avec le CNRS ont démarré en juillet, et se sont poursuivis jusqu'en décembre.

→ **Réalisation de Caplab en mode co-construction, avec l'Université Clermont Auvergne (fusion au 1^{er} janvier 2017)**

+ Le cadrage de la collaboration avec l'université s'est déroulé sur toute l'année 2016, incluant les réunions propres à la co-construction et celles avec le GIS GRAAL 2016.

+

+



Formations •

• Accompagnement

Le plan d'action du domaine Recherche a été présenté en web conférence le 10 mars 2016.

14 sessions de formations se sont déroulées en 2016 dont 2 nouvelles :

- Accueil des chercheurs étrangers (ancienne formation refondue et en partenariat avec le réseau Euraxess France et la CPU)
- Gestion des projets H2020 / 7è PCRD



Afin d'accompagner les établissements dans l'obtention du label européen HRS4R, la CPU et l'Amue ont mis en place des sessions d'évaluation blanche (3 établissements) en s'appuyant sur les compétences d'une experte de la commission européenne.



35

Une fiche zoom HRS4R a été publiée et diffusée aux adhérents en février 2016.

LES SOURCES DE MUTUALISATION DE L'INFORMATION :

→ Colloques du réseau R3Sup et appui au réseau (participation au GT cartographie des Directions de la recherche, de la valorisation et des études doctorales,...),



→ Réunions mensuelles de la commission Recherche et du bureau des vice-présidents recherche & valorisation de la CPU ainsi qu'à leur colloque annuel (Nancy du 29 au 31 août).

→ Échanges avec les réseaux Qualité (QuaRES, RELIER), les correspondants Europe de la CPU, le réseau national des collèges doctoraux (RNCD) et le réseau CAP-ANR avec aide dans la construction de leur espace Sharepoint (R3Sup et CAP-ANR).



Pilotage



Sinaps

Construction et déploiement de Sinaps V0 et V1. Le projet Sinaps a effectivement débuté son déploiement au sein des établissements pilotes depuis le mois d'octobre 2016. Cette dizaine d'établissements a ainsi entamé une phase intensive de tests qui se terminera à l'été 2017 et permettra de valider la fiabilité de l'ensemble de la solution. Le lot « Apprenants » sera livré en recette en septembre 2017.

Le 29 mars 2016, un séminaire de présentation de la solution a permis d'éclairer les réflexions des premiers établissements qui déploieront Sinaps au-delà des pilotes.

36



50 participants à la journée qui a réuni 30 établissements

10 ÉTABLISSEMENTS PILOTES SINAPS:

- ➔ Université Paul Valéry Montpellier
- ➔ Institut national polytechnique de Toulouse
- ➔ Université Toulouse Jean Jaurès
- ➔ Université de Toulon
- ➔ Chimie ParisTech
- ➔ Université Claude Bernard Lyon 1
- ➔ IRSTEA
- ➔ Université Jean Monnet - Saint Etienne
- ➔ Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne
- ➔ Université de Lorraine

Fiche de synthèse de retour d'expérience de l'université de Strasbourg sur la gouvernance des données

UNIVERSITÉ DE STRASBOURG **INSTITUT** **RECHERCHES**
ENSELIGNEMENT - BÉNÉFICES DE LA GOUVERNANCE DES DONNÉES

LE PROJET
Mise en place d'un référentiel commun.

BÉNÉFICES
Standardisation des référents à la culture des données, gestion.
Responsabilisation du service propriétaire des données.
Mise à jour des données et des applications.
Membres du fonctionnement des services.

PERSPECTIVES
Généralisation. Toute nouvelle application mise en service utilisera le référentiel.
Définir un cadre de gouvernance porté par le VP numérique à l'assortiment des données relatives à la fabrication de ce cadre, et partager avec toute la communauté de l'établissement.
Orchestrer des flux entre les référentiels et les applications du SI.

amue

Objectifs
- Définir un référentiel commun pour l'ensemble des données de l'université.
- Définir un référentiel commun pour l'ensemble des données de l'université.

Contexte
- L'université de Strasbourg est une université de recherche et d'enseignement supérieur.
- Elle dispose de nombreuses données et applications.

Objectifs à maintenir pour mettre en place un référentiel de gouvernance des données

Gérer la qualité des données
- Définir des règles de qualité des données.
- Mettre en place des outils de gestion de la qualité des données.

Organiser la gestion des données
- Définir des règles de gestion des données.
- Mettre en place des outils de gestion des données.

Diffuser la donnée de référence
- Définir des règles de diffusion des données.
- Mettre en place des outils de diffusion des données.

Conclusion
- Le projet de mise en place d'un référentiel de gouvernance des données est un projet complexe et nécessite une approche globale et transversale.

+

Le 25 novembre 2016, conférence de lancement de la vague de déploiement 2017 avec les retours d'expérience de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et l'Université de Toulon.

L'outillage de Sinaps et les compétences de l'équipe ont également permis de réaliser d'autres travaux: la connexion de Sifac Démat à Chorus Pro via Sinaps (bus applicatif).

Dans le même esprit, les travaux d'intégration de Sifac au SI Recherche (Geslab, pour la gestion financière d'une UMR, toutes origines de crédits confondues) sont en cours de réalisation via Sinaps.

**60 participants
à la journée
qui a réuni 35
établissements**

Sinaps Bus, qu'est-ce que c'est ?

Il s'agit du composant logiciel de Sinaps permettant à des applications (Amue ou non Amue) de gérer leurs échanges de flux de données.



**SINAPS
BUS**



+

+



Formations •

• Accompagnement

ÉTUDE DES DIFFÉRENTES INITIATIVES EXISTANTES EN MATIÈRE DE SI DÉCISIONNEL

Un groupe de travail dédié à cette thématique a été lancé dans le cadre du CATI en toute fin d'année 2016 et aura pour mission de travailler à une architecture d'ensemble permettant de satisfaire aux besoins des établissements, mais également des UMR, des ComUE, et facilitant la production de données à destination des tutelles.

PROJET PILOTAGE DU COÛT DE L'OFFRE DE FORMATION

Une étude des applications de l'Université Paul Sabatier - Toulouse 3 et d'Aix-Marseille Université a été menée et a permis l'élaboration d'un rapport, point de départ à l'expression de besoins du projet SISPEO - SyStème d'information du PilotagE des coûts de l'Offre de formation.

La présentation de l'hypothèse SISPEO a été faite à la DGESIP et à l'IGAENR, puis aux adhérents sous forme de web conférence en avril 2016 à laquelle ont assisté une centaine de participants.

Un appel à **manifestation d'intérêt** a été lancé auprès des 173 adhérents de l'Agence pour ce projet, mais seul un établissement a manifesté le souhait de s'engager.

+

+

**13 ARTICLES
ONT ÉTÉ PUBLIÉS
DANS LE DOMAINE
PILOTAGE EN 2016,
DONT 9 RELATIFS
À SINAPS**



38

Les conférences métier



*Les 7 et 8 juillet
2016*

CONFÉRENCE
**Les indicateurs
de soutenabilité
de l'offre de
formation**

Cet événement a permis de présenter et partager les démarches mises en œuvre par les établissements et les outils utilisés pour concevoir l'annexe 4 du dossier d'accréditation. Il a fait appel à 12 intervenants et réuni 80 participants

Document prévisionnel de gestion (DPG) et organisation du pilotage de la masse salariale: deux thématiques qui ont rassemblé près d'une centaine de participants faisant de cette journée un véritable succès. L'objectif était de partager sur des méthodes, mises en place dans des établissements, qui permettent d'alimenter le Document Prévisionnel de



Le 10 novembre 2016

CONFÉRENCE
**Pilotage de la
masse salariale
+ Lumières
sur le DPG**

Gestion le plus rapidement et efficacement possible. Mais également de réfléchir collectivement sur le choix du rattachement organisationnel du pilotage de la masse salariale et son efficacité. Pari tenu.

La manifestation a débuté par une présentation par le ministère du document prévisionnel de gestion et emploi et des crédits de personnels (DPGECP) avec ses enjeux, ses fondements et ses perspectives.

S'en est suivi un témoignage de trois établissements, parfaite illustration de l'efficacité du pilotage de la masse salariale en fonction de son positionnement dans l'organisation d'établissements.

Enfin, une table ronde sur l'organisation idéale du pilotage de la masse salariale puis un bilan de la solution Siham PMS ainsi que de ses évolutions à venir, a conclu cette journée.

La formation

Cette année, l'offre Pilotage a augmenté de 50 % et deux nouvelles formations sur *l'audit interne* et *l'auto évaluation en vue de l'HCERES* ont été portées au catalogue 2016.

Une expérimentation a été menée sur deux formations, l'atelier d'échanges « *Comptabilité analytique* » et la formation « *Objectifs -indicateurs-achats* », afin de tester le dispositif de « *Rencontres* » qui consistent à réunir, 5 à 6 mois après la session, les participants, pour recenser la valeur ajoutée de la formation dans un contexte opérationnel.

Cette approche a permis de mieux accompagner les établissements dans l'appropriation des contenus métier/outil et ainsi d'améliorer l'adaptation de notre offre de formation aux besoins.

**109 participants
issus de 72
établissements**



39





Finances



Sifac

En parallèle des travaux GBCP et après la consolidation de la solution ces dernières années, la solution Sifac s'inscrit pour les deux années à venir dans une phase d'extension de périmètre, avec apport de valeurs.

En cohérence avec l'objectif stratégique d'un SI Recherche partagé (conventions de partenariat pour la mise en œuvre des outils de gestion financière et budgétaire des unités de recherche, Geslab et Dialog) le premier flux Geslab budget est en cours de recette et les flux commandes et service fait sont en cours de construction. Les MOA souhaitent expérimenter, une fois l'ensemble des interfaces disponibles.

En ce qui concerne la dématérialisation des commandes, le processus cible et la solution générale d'intégration ont été définis. La mise en œuvre est programmée en 2017.

En parallèle, le comité de pilotage a décidé de définir le cahier des charges de l'étude de marché des nouvelles solutions modernes de gestion intégrée et dématérialisée des déplacements au cours de 2017 afin de lancer un appel d'offre de construction au plus tôt en 2018. Les modalités de financement de cette extension de périmètre de la solution Finances restent à définir.

En réponse à la demande exprimée par la DGFIP d'expérimentation d'un service recettes au sein des EPCSCP et sous réserve de la prise en compte dans le standard par SAP de la fonctionnalité, le processus cible métier et les pistes de solution SAP ont été étudiées en 2016. Un groupe de travail est en cours de constitution par le Ministère afin de préciser le besoin, en coordination avec l'ACCU.

Enfin, les enrichissements de Sifac continuent, la solution de purge et d'archivage a été construite en 2016 et son expérimentation débutera en 2017. L'évolution fiscalité a été livrée en 2016 et la solution Finances a évolué pour s'intégrer aux référentiels Sinaps.

26 juin 2014



L'ordonnance relative au développement de la facturation électronique (dématérialisation native) rend obligatoire la transmission des factures sous forme électronique progressivement et à compter du

1^{er} janvier 2017



La solution d'intégration avec Chorus Pro pour les factures de dépenses a été livrée

fin décembre 2016



et est prévue pour l'été 2017 pour les factures de vente

SIFAC EPST, UNE CRÉATION SUR MESURE

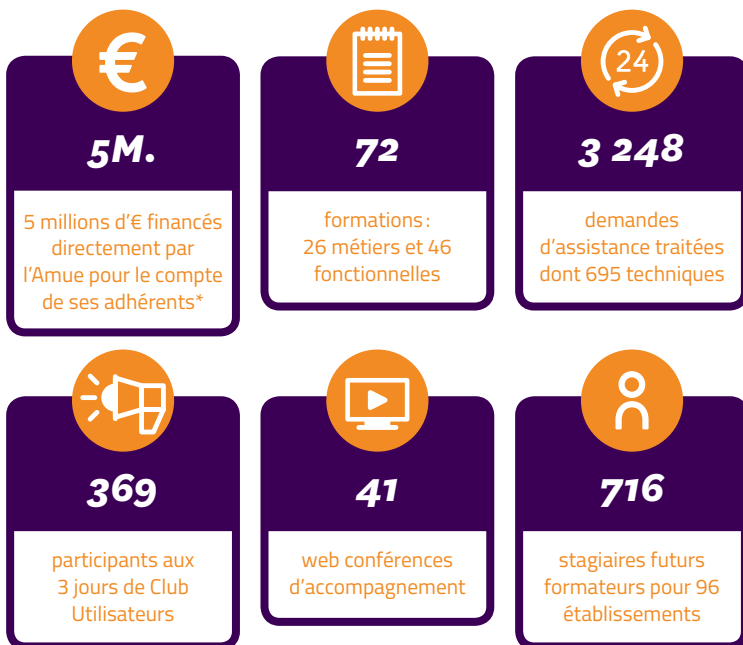
En partenariat avec l'IRD, l'Amue a construit la solution Sifac EPST. Le dernier lot (états) sera livré début 2017. Il s'agit d'une étape importante de la démarche de mise en cohérence des SI des établissements d'enseignement supérieur et des organismes de recherche.



GBCP

SIFAC GBCP

La solution GBCP complète a été livrée par lots au cours de l'année 2016. Un dernier complément (dématérialisation du Compte FI) sera livré en janvier 2017.



41

8 jours en région



50 établissements
140 participants

Retours d'expérience des établissements de la vague 1 à la vague 2 à Paris (x2), Lille, Lyon, Marseille, Toulouse, Rennes, Montpellier

+

* budget consacré au logiciel, à la documentation, aux formations, au support.

25 ARTICLES
PUBLIÉS DANS LE
DOMAINE FINANCES
EN 2016 DONT 13
RELATIFS À SIFAC



mai 2016

Formations dispensées par l'Amue



- € Budget
- Plan de trésorerie
- Marchés
- Conventions

Octobre

Avoir visionné les 22 web conférences d'accompagnement incontournables



Juillet

Installation de la base de test en établissement

Tests des différents éléments de la bascule :

- + budget
- + reprise des référentiels
- + reprise des flux ordonnateurs
- + reprise des PNS ...

Décembre



Installez le nouveau budget GBCP en production dans Sifac

vous êtes ici



42

Sifac Démat

Cette année a vu le démarrage en exploitation de la vague 3 (9 établissements) et le déploiement de la vague 4 (12 sites) pour atteindre 40 sites équipés de Sifac Démat fin 2016.

LES 12 ÉTABLISSEMENTS DE LA VAGUE 4

- Centre international d'Etudes pédagogiques (CIEP)
- Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO)
- Écoles des hautes études en sciences sociales (EHESS)
- Université d'Angers
- Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse
- Université Grenoble Alpes
- Université Jean Moulin Lyon 3
- Université d'Orléans
- Université Paul Valéry Montpellier
- Université Paris Dauphine
- Université Paris-Est Marne-la-Vallée
- Université Toulouse Jean Jaurès





Formations •

• Accompagnement

LES ACTIONS D'ACCOMPAGNEMENT 2016 EN IMAGES

Kit de formation labos pour GBCP

Trois supports créés spécialement pour aider les acteurs impactés par la GBCP dans les unités de recherche à appréhender les concepts clés de la réforme.



LES FORMATIONS

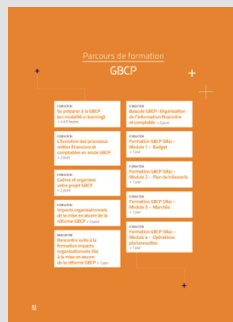
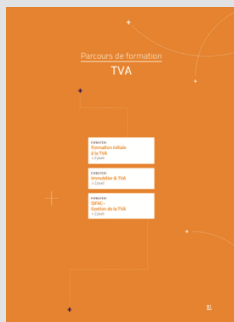
6 Nouvelles formations pour accompagner le passage à la GBCP :

- Rencontre suite à la formation « Impacts organisationnels de la mise en œuvre de la réforme GBCP »
- Bascule GBCP : organisation de l'information financière et comptable
- Formation Sifac GBCP



- + **MODULE 1** – Budget
- + **MODULE 2** – Plan de trésorerie
- + **MODULE 3** – Marchés
- + **MODULE 4** – Opérations pluriannuelles

3 Parcours de formations Comptabilité analytique, TVA et GBCP





Le 21 mars 2016

CONFÉRENCE
La GBCP de la vague 1 à la vague 2 : bilan d'étape et perspectives

Cette journée en partenariat avec l'AIFE a permis de dresser un bilan sur les impacts organisationnels et sur l'évolution des métiers financiers et comptables à partir des retours d'expérience des établissements de la vague 1 de Sifac en mode GBCP. À cette occasion, 180 personnes étaient réunies au centre de conférences Pierre Mendès-France de Bercy.





Ressources

Humaines



Harpège

Au cours de l'année 2016, la maintenance adaptative, réglementaire et corrective s'est concrétisée par la diffusion de 8 versions dont les évolutions nécessaires au passage à la GBCP du déversement de la paie d'Harpège. Une version évolutive permettant d'initier les référentiels Sinaps a été déployée auprès des établissements pilotes.

Les études suivies de la réalisation des outils nécessaires à la migration technique d'Harpège (Oracle 12C) ont donné lieu à une phase de recette sur site (VSR), la diffusion généralisée ayant été reportée à 2017.

Pour le support à l'exploitation, 483 demandes d'assistance ont été traitées en 2016 - un volume comparable à celui de l'année précédente (488).

44

Siham

Le premier trimestre 2016 voit un démarrage productif des 4 établissements engagés dans la démarche de déploiement Siham, tel que le planning prévisionnel le prévoyait.

En fin d'année ont été lancées les premières actions de déploiement auprès des 3 établissements qui mettront en production au 1^{er} trimestre 2018.

Parallèlement, un lot spécifique de déploiement, comprenant notamment les formations à l'utilisation de la solution et l'accompagnement au démarrage, est mis en place au sein de l'accord-cadre d'intégration de la solution conduit sur l'année 2016.

UNE SOLUTION QUI PROGRESSE

Le Comité de pilotage du 8 janvier 2016 confirme la stabilisation de la gestion administrative de Siham.

Le module de pré-liquidation de la paie a fait l'objet d'évolutions conséquentes tout au long de l'année 2016 afin notamment de faciliter sa prise en main pour les établissements Siham. Après avoir été envisagée au 1^{er} semestre 2016, la 3^{ème} phase du processus de certification a été repositionnée en mars et avril 2017 (double paye).

Le passage d'un appel d'offres pour assurer à partir de 2017 la tierce maintenance applicative de Siham est en cours.



UNE COMMUNAUTÉ DE 15 ÉTABLISSEMENTS

- Université de Montpellier
- Université de Poitiers
- Université Paris-Diderot
- Université du Littoral Côte d'Opale
- Université de Toulouse 3 Paul Sabatier
- Université de Toulouse 1 Capitole
- IEP Toulouse
- INP Toulouse
- Université de Tours
- Université Paris 13
- Université Paris 1 Panthéon Sorbonne
- Université de Reims Champagne Ardenne
- Université de Strasbourg
- Université de Valenciennes et du Hainaut Cambrésis
- Université de Bourgogne

SIHAM / SINAPS

L'université Paris 1-Panthéon-Sorbonne a démarré concomitamment Siham et Sinaps en mars 2016!

PLUS PROCHE DE NOS ADHÉRENTS

Un cycle de 5 web conférences a eu lieu afin de faire découvrir au plus grand nombre les différents modules de Siham. Accompagnées de démonstrations concrètes, les présentations ont été filmées et sont disponibles sur le site internet de l'Amue.

Siham PMS

Le programme d'activités Siham PMS a porté en 2016 sur:

- Des corrections et améliorations applicatives (interfaces avec les SIRH, large revue des présentations proposées)
- La refonte du guide utilisateur
- La reformation de l'ensemble des sites déployés et l'accompagnement renforcé
- Le réaménagement de la stratégie de déploiement: une seule vague par an avec mise en exploitation cohérente avec le calendrier d'élaboration budgétaire des établissements.

En parallèle, les spécifications, la réalisation et le démarrage de la recette du GVT sont en place pour une diffusion prévue début 2017.



3 ÉTABLISSEMENTS MAINTENUS
SUR 2016 DANS CE PROCESSUS
DE DÉPLOIEMENT REVU



PRÉPARATION DE LA VAGUE 2017
(4 ÉTABLISSEMENTS INSCRITS)



26 ARTICLES RH
PUBLIÉS
EN 2016 DONT
12 CONCERNANT
SIHAM

45





Formations •

• Accompagnement

+

Les chiffres de 2016

+

4

grandes réformes réglementaires analysées (PPCR, Rifseep, Doctorants contractuels, multi-activité)

⋮

9

fiches zoom publiées



⋮

70

participants à la conférence dédiée au handicap



⋮

4

articles de veille qui ont enrichi 8 000 lecteurs sur le télétravail, le RIFSEEP, les droits et obligations des fonctionnaires, la réforme du contrat doctoral

⋮

4 nouveaux modules de formation

4

Connaissance et accompagnement des personnels en situation de Handicap > formation scindée en deux niveaux avec un axe stratégique et un axe plus opérationnel

+

Le Handicap, de la reconnaissance au maintien dans l'emploi: quel accompagnement?

Une conférence organisée par l'APASES en collaboration avec l'Amue avec pour objectif le partage et l'échange autour d'expériences de maintien dans l'emploi des personnes handicapées, menées en pluridisciplinarité.

Formation GPEEC > qui se veut théorique et opérationnelle avec l'apport d'une mallette à outils concrète (cartographie, référentiels de compétences...)

1

Maitriser la gestion des congés > formation sur 2 jours

2

Fondamentaux de la gestion des ressources humaines – Niveau 2 > avec un approfondissement du niveau 1 sur les thématiques de carrières, heures complémentaires, congés ainsi que l'émergence de nouvelles thématiques (GPEEC, emplois, CET, paie..)

3



Santé
Prévention
Sécurité



EvRP

En 2016, la convention de partenariat avec le CNRS a été reconduite, permettant d'assurer la maintenance corrective et évolutive de la solution :

- Accompagnement fonctionnel à la saisie dans EvRP et à la préparation du Document Unique
- Mise à disposition d'outils d'analyse des données issues d'EvRP
- Assistance à l'exploitation fonctionnelle et technique des 20 sites membres de la communauté EvRP.



L'espace EvRP sous SharePoint offre des actualités, des documentations fonctionnelles, des documentations techniques et une Médiathèque EvRP, autant d'outils optimisant la prise en main de l'outil.



2 établissements ont intégré la vague de déploiement 2016 :

L'université de Corse et l'université des Antilles

47



Formations •

• Accompagnement

LA CONFÉRENCE ANNUELLE DÉDIÉE AUX CONSEILLERS DE PRÉVENTION

La deuxième édition, en 2016, a rassemblé plus de 60 participants avec la présence de 46 établissements, soit une hausse de 50% par rapport à 2015. L'accent a été mis sur la problématique de la qualité de vie au travail dans l'optique d'éclairer, d'aider et de faire se rencontrer les établissements qui développent une telle démarche.

Le programme s'est fait l'écho de la pluridisciplinarité qu'induit la mise en place d'une démarche de qualité de vie au travail (QVT) et s'est enrichi des interventions de l'IGAENR, de la DGRH, de l'INRA et de nombreux établissements avec un focus sur l'action sociale dans la QVT et notamment sur le rôle des assistantes sociales des personnels.

Le travail de veille s'est particulièrement centré durant toute l'année autour de la pénibilité au travail





Patrimoine Immobilier

+



Accord-cadre SI PAT

Cette année, 12 établissements ont eu recours à l'accord-cadre SI-PAT, dont plusieurs en groupement de commande, par remise en concurrence des prestataires sélectionnés.

Un premier comité de suivi du marché SI-PAT avec des représentants d'établissements, a été mis en place en juillet 2016. Il a constaté un bon déroulement du dispositif, sans difficultés particulières pour les établissements qui y ont eu recours.



14 ARTICLES
PUBLIÉS EN 2016,
POUR LE DOMAINE
PATRIMOINE

48



Formations •

• Accompagnement

L'Amue a contribué aux travaux d'expression des besoins et de tests, au sein du comité technique du MENESR-DGESIP, sur les outils RT-ESR (Référentiel technique de l'immobilier) et OAD (Outil d'aide au diagnostic), élaborés par France-Domaine. Ces outils sont déployés dans le cadre de la nouvelle politique immobilière de l'Etat. L'outil RT-ESR a été mis en service par le MENESR mi-2016.

DÉVELOPPER ET PÉRENNISER LES PARTENARIATS

→ AVEC L'ESENESR

Suite à la première session «prise de fonction» en 2015, l'Amue et l'ESENESR ont pris en charge le pilotage de la suite du parcours de formation des directeurs de patrimoine. La deuxième session «Finances et immobilier» et la troisième «Domanialité et valorisation foncière» se sont tenues à l'ESENESR en mars et novembre 2016.

→ AVEC LA DGESIP

Trois sessions de formation sur le «dossier d'expertise immobilière» ont été mises en place en lien avec la DGESIP pour répondre à la forte demande (60 personnes formées). La majorité des ingénieurs Régionaux de l'Équipement des rectorats en a bénéficié. Les évaluations font apparaître une forte satisfaction des échanges d'expérience et d'approche entre les 2 publics, IRE et opérationnels des établissements d'ESR, cette mixité de publics étant une première.

Ce logiciel prend la suite de l'enquête immobilière annuelle des établissements et intègre leurs activités spécifiques d'enseignement et de recherche.



→ AVEC L'AGENCE DU PATRIMOINE IMMATÉRIEL DE L'ÉTAT (APIE)

Elle a notamment présenté l'expertise-conseil que l'APIE propose aux établissements publics, notamment en matière de sécurisation juridique des conventions de location d'espaces ainsi qu'en marketing (image, marque etc.). Quatre établissements ont témoigné de leur retour d'expérience relatif aux deux activités générant recettes et notoriété: l'organisation de congrès scientifiques et la location de salles.

→ AVEC LA DIRECTION DES ACHATS DE L'ÉTAT (DAE)

L'Amue a contribué, avec plusieurs établissements d'ESR, au groupe de travail mis en place par la direction des achats de l'État (DAE) auprès des administrations et opérateurs de l'Etat pour l'élaboration d'un accord-cadre relatif à un système de management environnemental (SME) et outil de suivi des fluides.

→ AVEC LA DIRECTION DE L'IMMOBILIER DE L'ÉTAT (DIE)

L'Amue, la CPU, la DGESIP et des représentants d'établissements d'ESR ont largement contribué aux 6 ateliers thématiques lancés et pilotés par la direction de l'immobilier de l'Etat (DIE, ex France-Domaine) au 1^{er} semestre 2016 en vue d'élaborer une feuille de route sur la transition énergétique et écologique portant sur le parc immobilier dont l'Etat est propriétaire.

Sur le plan des démarches de management environnemental, les échanges des ateliers ont mis en évidence une maturité plus forte des opérateurs de l'ESR, dont nombre d'établissements ont déjà défini et engagé des politiques de management, en particulier sur la maîtrise de l'énergie.

Une conférence sur la valorisation du domaine public des établissements a été organisée en juin 2016.



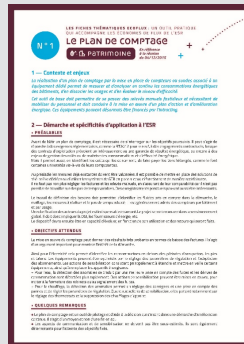
Des préconisations ont été formulées afin de favoriser la prise en compte des spécificités des établissements d'ESR.

DÉVELOPPER ET ENRICHIR LE RÉSEAU ECOFLUX-ESR

En 2016, deux rencontres d'échanges ont été organisées, l'une en mars sur le thème de la sensibilisation des usagers, avec la présentation de son guide pratique par le CEREMA, et l'autre en octobre sur le système de management environnemental et la certification ISO 50001, avec une intervention de l'AFNOR.

Parallèlement la plateforme collaborative d'échanges et de ressources métier dénommée ECOFLUX, s'est développé et enrichie.

Enfin, des fiches pratiques, premiers éléments de la collection des «Fiches thématiques Ecoflux: Un outil pratique qui accompagne les économes de flux de l'ESR» ont vu le jour et vont rejoindre un espace dédié sur Amue.fr.





Achats



Formations •

• **Accompagnement**

Fin mars 2016, le vadémécum établi par le Groupe Achat Recherche qui présente, sous un angle opérationnel, l'impact de la nouvelle réglementation de la commande publique applicable à partir du 1^{er} avril 2016, a été transmis à la communauté des acheteurs des établissements adhérents de l'Amue.

Ce document vise à permettre une diffusion large, au sein des établissements, des éléments permettant d'appréhender les changements pratiques dans la passation des marchés.

50

UN DOMAINE FORT DE PARTENARIATS

→ **AMUE/CNRS**

Entre début mai et fin juin 2016, 8 sessions de formations interrégionales ayant pour thème la réforme des marchés publics (1 session par semaine), co-organisées entre l'Amue et le CNRS, ont été dispensées :

- Paris (2 sessions)
- Lille (1 session)
- Toulouse (1 session)
- Lyon (1 session)
- Rennes (1 session)
- Marseille (1 session)
- Strasbourg (1 session)

Entre 130
et 140 agents
issus d'établissements
adhérents ont pu être
formés.

→ **ESENER / AMUE**

Les deux premières sessions du parcours de formation « directeurs des achats des établissements de l'ESR » se sont tenues à l'ESENER en mai et novembre 2016.

→ **1^{ER} MODULE** : « prise de fonction »

→ **2ND MODULE** : « la stratégie achats »

Le travail commun réalisé entre l'Amue et l'ESENER, sous le patronage de la DGESIP et avec le concours de la DAE, a permis de mettre sur pied ces deux sessions dont les retours des stagiaires sont très positifs.



EN BREF

La session de formation transverse patrimoine / achats, relative à la maîtrise de la passation des marchés de travaux, a connu un franc succès. Ce module, élaboré par un groupe de travail avec des représentants d'établissements, a la particularité de s'adresser à un double public d'administratifs et d'opérationnels, permettant des échanges entre métiers très appréciés par la petite vingtaine de stagiaires (personnels techniques et administratifs) qui a suivi cette formation.

Le dossier de consultation des entreprises de l'accord-cadre Matinfo4 a bien été finalisé au 4ème trimestre 2016, et la consultation est actuellement en cours.

L'Amue a participé au cycle de réflexion AIDA 2015-2016 dans le thème des achats de prestations de commissariat aux comptes. Une restitution des travaux de réflexion sur ce type de prestations et sur l'opportunité d'une mutualisation, a été présentée à Bercy en février 2016 en présence de l'Amue.

L'opportunité de mutualisation entre l'Amue, la DAE et UniHA pourrait être une hypothèse lors de la relance de cet accord-cadre en 2019.

Une session supplémentaire est prévue les 27, 28 & 29 mars 2017 pour satisfaire l'afflux de candidatures.



Les
coulisses

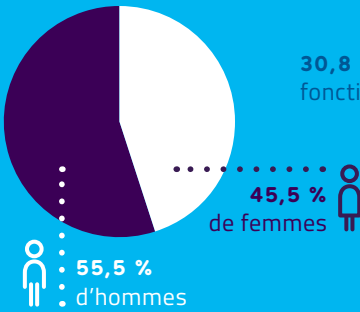
4



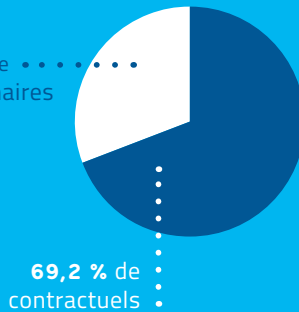
4.01 — Qui sommes-nous ?

À L'AMUE
NOUS
SOMMES

156



30,8 % de fonctionnaires



53



25 embauches

TOTAL GÉNÉRAL

télétravailleurs un jour par semaine 64

42 ans 11 mois

4.02 — Notre budget

+

COMPTE DE RÉSULTAT 2016

CHARGES	2015	2016
Consommations de l'exercice	17 928 138, 90 €	19 628 871, 88 €
Charges de personnel	9 348 288, 21 €	10 002 942, 12 €
Impôts et taxes	430 468, 48 €	471 434, 31 €
Amortissements et provisions	907 806, 98 €	1 098 438, 78 €
Autres charges	646 741, 75 €	418 782, 80 €
Montant total des charges	29 261 444, 32 €	31 620 469, 89 €
PRODUITS	2015	2016
Ventes et prestations des services	18 717 503, 56 €	20 065 529, 39 €
Subventions	7 450 015, 00 €	9 554 383, 00 €
Autres produits	424 992, 87 €	125 192, 96 €
Produits financiers	0 €	0 €
Produits exceptionnels	9 539, 90 €	15 086, 18 €
Montant total des produits	26 602 051, 33 €	29 760 191, 53 €
DÉFICIT	- 2 659 392, 99 €	- 1 860 278, 36 €

Montants en euros

Ce résultat est propre au modèle de financement actuel des projets SI qui sollicite la trésorerie de l'Amue au lancement du projet jusqu'au déploiement de la solution.

Ce fonctionnement sera atténué par la mise en œuvre (2017) du principe d'engagement et de préfinancement des établissements préalablement au lancement de la construction de nouveaux projets.

La situation du fonds de roulement confirme la possibilité pour l'Amue de lancer les projets prévus et plus particulièrement son plan d'actions 2017.

+

+

Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement sont de 293 174,49€ et se décomposent comme suit:
+ Immobilisations incorporelles pour 86 579,77 €
+ Immobilisations corporelles pour 206 594,72 €



Fonds de roulement

Le fonds de roulement mesure l'excédent des capitaux permanents de l'actif net immobilisé. Il s'élève à 12,60 M € (13,71 M € en 2015).

Trésorerie

La trésorerie de l'Amue est en hausse pour atteindre 13,51 M € fin 2016.

Crédits de paiement et recettes budgétaires

Les crédits de paiement 2016 sont de 30 017 773 € se répartissant ainsi :

Personnel	9 362 134 €
Fonctionnement	20 384 581 €
Investissement	271 059 €
TOTAL	30 017 773 €

Les recettes budgétaires sont de 30 338 406 € dont 9 554 383 € de subventions et 20 784 023 € de recettes propres.
Le solde budgétaire 2016 est excédentaire de 320 633 €.



4.03 — Nos instances

→ **DIRECTEUR DE L'AGENCE**
Stéphane ATHANASE



Elle est présidée par le président du Conseil d'Administration et composée de l'ensemble des représentants désignés par les établissements adhérents de l'Agence (universités, ComUE, organismes de recherche et autres établissements d'enseignement supérieur). Y participent les établissements qui ont choisi d'adhérer au GIP et acquittent leur cotisation annuelle.



Il est composé des membres suivants :

→ deux représentants du MENSUR, le président de la Conférence des présidents d'université, membres de droit

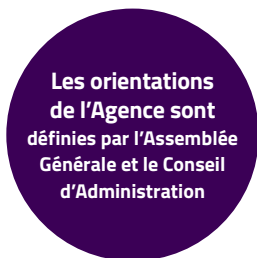
→ un représentant désigné

par la Caisse des dépôts sous réserve de la conclusion d'une convention de partenariat avec l'Amue.

→ treize membres élus par l'Assemblée générale, dont :

- + sur proposition de la Conférence des présidents d'université, sept présidents ou anciens présidents d'université ou directeurs ou anciens directeurs d'autres établissements publics à caractère scientifique culturel et professionnel, dont quatre au moins en exercice ;
- + Sur proposition des organismes de recherche adhérents de l'Agence, deux présidents ou directeurs d'organismes de recherche ;
- + sur proposition de la Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs, un directeur d'école d'ingénieurs ;
- + sur proposition de la Conférence des grandes écoles, un directeur de grande école ;
- + sur proposition de l'association des directeurs généraux de services des établissements publics d'enseignement supérieur, un directeur général des services d'université,
- + sur proposition de l'association des agents comptables des universités, un agent comptable.

+



+

+

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 31 DÉCEMBRE 2016

Gilles ROUSSEL,

*Président de l'université Paris Est Marne La Vallée –
et président de la CPU, président par intérim du CA de l'Amue*



Mehdi GHARSALLAH

Représentant de la DGESIP

Thierry BERGEONNEAU

Représentant de la DGRI

Représentants les universités

Gérard BLANCHARD

Ancien Président de l'université de La Rochelle

Khaled BOUABDALLAH

Président de l'université de Lyon

Pierre MUTZENHARDT

Président de l'université de Lorraine

François GERMINET

Président de l'université de Cergy-Pontoise

Hélène PAULIAT

Ancienne Présidente de l'université de Limoges

Frédéric DARDEL

Président de l'université Paris Descartes – Paris 5



Représentant les écoles d'ingénieurs

Christophe DIGNE

Directeur de Télécom SudParis

Représentant les grandes écoles

Francis COTTET

*Directeur de l'École nationale supérieure de mécanique
et d'aérotechnique (ENSMA) de Poitiers*

Représentant les organismes de recherche

Thierry DAMERVAL

*Directeur général délégué de l'Institut national de la santé
et de la recherche médicale (Inserm)*

Représentant les directeurs généraux des services des établissements publics d'enseignement supérieur

Éric DUTIL

Directeur général des services de l'université de Bordeaux

Frédéric DEHAN

Directeur général des services de l'université de Strasbourg (suppléant)

Représentant les agents comptables des universités

Corine BRANCALEONI

Agent comptable de l'université Paris Descartes – Paris 5

Pascale LENEINDRE

Agent comptable de l'Université Paris 13 (suppléante)

Assistent au conseil d'administration

Béatrice AVOT

Contrôleur général (SCBCM)

Guillaume GAUBERT

Commissaire du gouvernement

Justine VITTE

Représentante de la direction du budget



FIN



AMUE

103 bd Saint-Michel — 75005 Paris

www.amue.fr